

**Intervention de Pierre Mauroy
Président de l'Internationale socialiste
à Munich, le 5 mars 1996.**

Mes Chers Amis,

Je n'ai pas hésité une seconde à répondre positivement à l'invitation que vous m'avez faite et je voudrai d'entrée de jeu vous dire non seulement mon plaisir d'être parmi vous mais aussi les raisons de ma présence.

La première raison : tout simplement, mon attachement à ce que la France et l'Allemagne continuent à constituer le coeur et le moteur de la construction européenne. C'était vrai lorsque je participais aux activités de l'Office franco-allemand de la jeunesse. C'était vrai lorsque j'étais Premier ministre. C'était vrai lorsque, symboliquement, Willy Brandt a souhaité que je lui succède à la tête de l'Internationale socialiste. C'est encore vrai aujourd'hui.

La seconde raison : la volonté de soutenir la gauche ici, à Munich, c'est-à-dire dans une ville de gauche au coeur d'un Land de droite et avec une Communauté française elle aussi de gauche - et encore, nettement, à l'occasion des élections présidentielles - quand notre pays est aujourd'hui dirigé par la droite.

La troisième raison : la certitude que ce que vous êtes en train de faire, pour les élections municipales, a une valeur d'exemple bien au-delà de la ville de Munich et que c'est dans cette voie - celle d'une Europe citoyenne et pas seulement économique - qu'il faut s'engager résolument.

Aussi, je veux saluer nos camarades du SPD et vous souhaiter mes meilleurs vœux de succès pour dimanche prochain. Et je veux saisir l'occasion que vous m'offrez pour vous parler de l'Europe et pour vous dire mon engagement résolu en faveur de l'Union européenne. Pas un engagement résigné. Pas un engagement mitigé. Pas un engagement attristé. Pas un engagement compassé. Non, je le redis, et je veux l'expliquer, un engagement résolu.

Ce que nous avons par commodité continué d'appeler une crise était en réalité une profonde mutation du monde, d'une ampleur et d'une rapidité sans doute sans précédent. Et, en l'espace de quelques années, c'est véritablement un nouveau monde qui s'est dessiné devant nous.

Un monde dans lequel la mobilité du capital est totale, sans coût, sans délai, sans contrôle : il s'échange désormais chaque jour sur les marchés financiers mondiaux quasiment ce qu'un pays comme la France produit de biens et de richesses en une année !

Un monde dans lequel les échanges de produits se sont considérablement libéralisés et augmentent plus rapidement que les productions nationales.

Un monde dans lequel le poids des entreprises trans-nationales, c'est-à-dire sans rattachement réel à aucun pays, s'accroît sans cesse.

Un monde enfin dans lequel de plus en plus de pays jouent un rôle actif, soit parce que leur économie se développe comme en Asie, soit parce que la démocratie a triomphé comme en Europe de l'est.

Tous ces phénomènes se résument en un seul mot qui caractérise ce nouveau monde : la mondialisation. Et, face à cette mondialisation, avec ses chances mais aussi ses risques, les seules réponses pertinentes et crédibles sont, et seront, celles d'une Union européenne plus forte.

On ne peut pas dire, en paraphrasant Sayiès, que nos pays ne sont "rien" et que l'Europe pourrait être "tout" mais je crois que l'on peut dire que, tous ensemble, nous avons les moyens de peser beaucoup sur la marche du monde, et, en tout cas, beaucoup plus que chacun séparément.

J'ajoute qu'au-delà de nos différences, nous avons en commun ce qui constitue l'originalité de ce que les américains appellent d'ailleurs le modèle européen : la démocratie politique, le développement économique, la protection sociale, la diversité culturelle. Ce modèle, nous devons le préserver tous ensemble !

L'engagement européen est celui de notre histoire de socialistes, et notamment de socialistes français. Mais il est conforté par les acquis de l'Europe communautaire depuis presque un demi siècle. Et quels acquis !

Pour des Français et pour des Allemands, mais aussi pour tous les européens, un demi siècle sans conflit et mieux un demi siècle au terme desquels la guerre est devenue tout simplement impossible et impensable, ce n'est pas rien !

Pour tous les pays du sud de l'Europe, la solidarité, à travers les fonds structurels, le développement considérable du niveau de vie - qui explique le score formidable réalisé par Felipe Gonzalez en Espagne au bout de treize années de pouvoir -, ce n'est pas rien !

Et pour tous les peuples de l'ouest de l'Europe, voir à quel point leur Union est attractive pour tous les peuples de l'est de l'Europe, ce n'est pas rien non plus.

Je crois même que, pris ensemble, tout cela fait beaucoup !

Cela étant dit, je partage avec beaucoup d'autres, aujourd'hui un sentiment d'insatisfaction, d'urgence et d'inquiétude.

D'insatisfaction, parce que, trop souvent, l'Union européenne a été perçue comme le cheval de troie d'une mondialisation sauvage et non comme une protection pour les peuples ; parce que, trop souvent, la construction monétaire progressait plus rapidement que la construction sociale ; parce que, trop souvent, la lutte contre le chômage n'a pas été réellement au coeur des priorités communautaires alors que le chômage ronge le lien social en touchant plus de dix-huit millions d'européens.

Sentiment d'urgence aussi : une conférence inter-gouvernementale souvre dans 24 jours pour réformer le fonctionnement institutionnel de l'Union, des décisions essentielles pour la monnaie unique seront prises dans 24 mois et, peu après, des négociations pour l'élargissement de l'Union s'ouvriront. Bref, le calendrier européen est tel que, dans moins de cinq ans, le visage futur de l'Europe sera dessiné pour de longues années.

D'inquiétude enfin, parce qu'au moment où il faudrait faire mouvement, plusieurs évolutions récentes risquent de provoquer le statu quo : le recul des opinions publiques, en Allemagne mais aussi, dans une moindre mesure, en France ; la conjoncture économique, avec un ralentissement de la croissance qui partout accentue le poids du chômage ; un

rapport de force politique qui voit, pour la première fois depuis plusieurs décennies, les trois pays les plus importants en termes démographiques et les plus puissants en termes économiques - l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne - être dirigés en même temps par les conservateurs.

Dans cette situation, l'Union européenne doit retrouver du souffle et du sens et il appartient une nouvelle fois aux socialistes d'agir dans cette voie. C'est ce qu'est d'ailleurs en train de faire le parti socialiste français, derrière Lionel Jospin, il y a deux jours à peine en adoptant des propositions qui traduisent à la fois une volonté de continuité dans l'engagement européen et une volonté d'infléchissement de la construction européenne.

Les socialistes français ont réaffirmé leur engagement en faveur de la monnaie unique et selon les modalités prévues par le traité de Maastricht. Nous voulons faire de l'Euro un levier pour rebâtir un système monétaire international. Nous refuserons d'en faire un prétexte pour asphyxier les économies comme le propose Théo Waigel - que vous connaissez bien en Bavière ! - avec son pacte de stabilité !

Mais il y a d'autres enjeux et, en premier lieu, fixer des priorités sociales à l'Union européenne. J'évoquais à l'instant le chômage de masse, véritable spécificité européenne parmi les pays développés. Bien des réponses doivent être et peuvent être apportées au niveau de chaque pays.

Mais une relance de la croissance ne peut être véritablement efficace que si elle est européenne. Jacques Delors, dans son livre Blanc, avait proposé un emprunt européen pour financer de grands travaux d'infrastructure ou de communication entre les pays de l'Union. L'emprunt a effarouché les dogmatiques du libéralisme. Et les grands travaux sont restés dans les sables. Il faut reprendre cette idée et la remettre sur les rails !

Mais le social ne se limite pas à la lutte contre le chômage. A l'initiative du Président François Mitterrand, une charte sociale des travailleurs a été adoptée en 1989. C'était un premier pas.

Nous devons aller plus loin aujourd'hui : non à une charte sociale seulement annexée au traité de Maastricht, oui à une charte sociale au coeur du futur traité ; non aux possibilités d'exemption pour tel ou tel pays, oui au combat des travaillistes britanniques pour intégrer la Grande-Bretagne parmi les signataires ; non au maintien de l'unanimité qui paralyse, oui au vote à la majorité qualifiée non seulement pour le social mais aussi pour l'environnement ou la fiscalité du capital.

Reste enfin une dernière dimension, par laquelle j'ai commencé et par laquelle je veux terminer : l'Europe citoyenne.

Aujourd'hui, l'Europe paraît trop souvent lointaine, opaque et complexe. Il faut que les citoyens d'Europe se la réapproprient.

Le droit de vote et d'éligibilité aux municipales constitue un premier pas important.

Il faudra en faire d'autres et votre initiative doit permettre d'ouvrir ce débat.

Pourquoi, par exemple, à l'occasion des élections européennes prévoir un mode de scrutin qui, à côté des listes nationales, fasse une place aux listes européennes de chaque grande famille de pensée afin que naisse un espace public européen ?

Pourquoi, par exemple, ne pas prévoir un président du Conseil européen pour une durée plus longue afin que, partout dans le monde, l'Union européenne soit identifiée, personnalisée davantage ?

Pourquoi ne pas mettre sur le chantier une véritable Constitution de l'Europe qui, en quelques pages, fixe à l'attention de chaque citoyen européen, les priorités de l'Union et précise qui fait quoi ?

Mes Chers Amis, comme vous le voyez, le débat européen se poursuit. Ou, plutôt, un nouveau combat européen commence. Jusqu'à présent, l'Europe a d'abord été un marché. L'enjeu maintenant c'est d'en faire un modèle de civilisation pour nos peuples et pour le reste du monde.

Dans cette voie, sachez que vous pourrez compter sur le soutien de l'Internationale socialiste et de son président.

Dans un monde dans lequel l'économie, la finance, la culture, l'information ou la délinquance acquièrent une dimension de plus en plus internationale, je suis convaincu que l'internationalisme politique est plus que jamais d'actualité et l'Internationale socialiste plus que jamais nécessaire.

L'Internationale continue à se développer. Quatre-vingts partis supplémentaires - oui, quatre-vingts ! - ont demandé leur adhésion. Notre prochain congrès, dans quelques mois, sera l'occasion d'étendre notre implantation en Asie, en Afrique et, surtout, en Europe centrale et orientale. Toutes les conditions sont donc réunies pour faire de l'Internationale un lieu privilégié de dialogue, de débat, de propositions entre les socialistes du monde entier.

Mais je veux aller plus loin encore et j'en reviens aux problèmes de la ville. Le socialisme s'appuie sur des valeurs, sur des principes, sur une méthode. Mais il a d'abord pour vocation d'améliorer, concrètement, patiemment, réforme après réforme, la vie quotidienne. C'est pourquoi la politique municipale a toujours revêtu une grande importance. Et c'est pourquoi nous avons créé au sein de l'Internationale socialiste un Comité des élus locaux, afin que puissent être échangés les expériences des uns et des autres.